



Commune de Dzaoudzi-Labattoir

**Mairie de Dzaoudzi-Labattoir Rue de l'hôtel de Ville B.P Dzaoudzi-Labattoir
97615 Labattoir
Tel : 0269601175**

Marché de prestations intellectuelles

REGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché ordinaire

**Mission de programmation et d'AMO d'un projet
d'extension de 4 salles de classe, une salle de motricité et
un réfectoire mutualisé
École Maternelle Labattoir 3 "Ali Baco Chaba"**

Numéro de Marché :

SOMMAIRE

- 1. Organisation de la commande au niveau de l'acheteur4**
- 2. Etendue de la consultation4**
- 3. Définition des prestations4**
- 4. Découpage des prestations5**
- 5. Forme(s) du/des marché(s)5**
- 6. Durée du marché5**
- 7. Variantes5**
- 8. Marches pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement5**
- 9. Délivrance du dossier de consultation des entreprises5**
- 10. Modifications majeures du dossier de consultation5**
- 11. Modifications mineures du dossier de consultation6**
- 12. Interdiction de soumissionner7**
- 13. Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique7**
- 14. Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique8**
- 16. Forme juridique des groupements10**
- 17. Restrictions liées à la présentation des candidatures10**
- 18. Critères d'attribution10**
- 19. Analyse des candidatures et des offres12**
 - 19.1. Analyse et sélection des candidatures12**
- 20. Délai de validité des offres12**
- 21. Cohérence de l'offre13**
- 23. Phase de négociation13**
- 24. Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats14**
- 25. Retrait des pièces du marchés et forme des dépôts des offres14**
- 26. Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres14**
- 28. Signature des documents transmis par le candidat15**
- 29. Re-matérialisation des documents électroniques avant attribution16**
- 30. Dispositions relatives à la copie de sauvegarde16**

- 31. Assistance aux candidats et échanges d'informations¹⁷**
- 32. Demande de renseignements¹⁷**
- 33. Infructuosité¹⁷**
- 34. Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre¹⁷**

Nomenclature

Code CPV	Libellé
71335000	Etudes techniques
79311000	Services d'études

1. Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

Commune de Dzaoudzi-Labattoir

Mairie de Dzaoudzi-Labattoir

Rue de l'hôtel de Ville B.P

97615 Labattoir

0269601175

Courriel : ghaniyat.zaki@ccpt.yt ; zaharia.toilibou@ccpt.yt

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

2. Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

3. Définition des prestations

Les prestations concernent :

Mission de programmation et d'AMO pour un projet d'extension de 4 salles de classe, d'une salle de motricité pour l'École Maternelle Labattoir 3 "Ali Baco Chaba" et un réfectoire mutualisé pour les écoles de Labattoir 3 EM, Labattoir 4 EE, Labattoir 5 EE/EM de la Commune de Dzaoudzi-Labattoir.

Le schéma directeur des écoles la commune de Dzaoudzi-Labattoir permet à la commune d'avoir un programme général des constructions scolaire avec une vision prospective à moyen et long terme en cohérence avec l'évolution démographique et les contraintes foncières du territoire.

L'objectif de ce schéma directeur est aussi d'avoir un phasage des actions à mener en réhabilitation-densification prioritairement dans les dix années à venir.

Les écoles maternelles Lab 3 Badamier et Lab 5 Moya constatent une demande d'inscription en constante augmentation.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Ecole labattoir 3 ALI BACO CHABA
31 route de Moya
97615 Dzaoudzu-labattoir
- Ecole Labattoir 5 Said Combo Yacout
29 route de Moya
97615 Dzaoudzi-labattoir,

La valeur du marché hors TVA est estimée comme suit :

- Le budget affecté à cette opération de conception réalisation est **estimé 5 220 000 € HT**

4. Découpage des prestations

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par marché unique.

5. Forme(s) du/des marché(s)

Il s'agit d'un marché ordinaire.

6. Durée du marché

Les stipulations relatives aux durées et délais sont précisées dans l'acte d'engagement.

7. Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

8. Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 10 000.00 euros HT.

9. Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Règlement de Consultation (RC)
- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de compléter les pièces du dossier de consultation des entreprises **jusqu'au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.**

10. Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jour franc entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

11. Modifications mineures du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

12. Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 10 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

13. Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Une lettre de candidature établie sur un formulaire (DC1) à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant : <ul style="list-style-type: none">○ le nom et l'adresse du candidat○ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 15 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
Un extrait KBis de moins d'un an Une attestation de régularité fiscale de l'année en cours Une attestation d'assurance RC en cours de validité Une attestation de régularité sociale de moins de 3 mois
Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise qui exécutera les prestations. Liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
Toutes les attestations, certificats, titres d'études permettant de déterminer la capacité technique, professionnelle du candidat

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

14. Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

L'acheteur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

15. Présentation et contenu de l'offre

Dans le cadre de son projet marché, le soumissionnaire devra fournir dans son offre les documents ci-dessous mentionnés.

L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, **complété, cacheté et signé par le représentant compétent**. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement de la déclaration de sous-traitance (DC4) si le soumissionnaire a déclaré un sous-traitant au moment du dépôt de son offre. Ce DC4 devra être complété et signé aussi bien par le soumissionnaire que par le sous-traitant.

La non signature de l'acte d'engagement ne rend pas l'offre irrégulière mais si le candidat est sur le point d'être retenu, il lui sera demandé de fournir un acte d'engagement signé. Si le candidat refuse ou est dans l'incapacité de le faire, le marché ne pourra pas lui être notifié.

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) fournie par le candidat (DPGF). Le candidat devra fournir dans son offre une DPGF

La non signature de la DPGF ne rend pas l'offre irrégulière mais si le candidat est sur le point d'être retenu, il lui sera demandé de fournir un acte d'engagement signé. Si le candidat refuse ou est dans l'incapacité de le faire, le marché ne pourra pas lui être notifié.

Le calendrier de réalisation des prestations faisant apparaître chaque étape et sa durée

Le mémoire technique contenant :

- L'organisation mise en place pour l'exécution des prestations ainsi que la méthodologie détaillée et permettant d'identifier les différentes phases.
- Une note méthodologique pour chaque phase de la mission. Cette note doit permettre entre autres de juger la compréhension du contexte et des enjeux du projet par le candidat mais aussi la qualité et pertinence de la méthodologie globale.
- Les moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations
 - ❖ L'équipe dédiée : la composition de l'équipe et son adéquation sera appréciée par rapport à la prestation définie dans les documents de la consultation
 - ❖ La qualité et l'adéquation des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations (la qualité des profils sera jugée sur la base des qualifications et/ou compétences de tout le personnel dédié, CV
 - ❖ Le mémoire technique contiendra également les documents justificatifs ci-dessous :
 - Analyse du site et de son environnement
 - Analyse des besoins
 - Exigences environnementales
 - Exigences architecturales et urbaines
 - Faisabilité et estimation

16. Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre. Cependant, après l'attribution du marché, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement solidaire.

Conformément à l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique, du fait de la complexité et de la sensibilité de la procédure et pour garantir la sécurité financière de l'acheteur en cas de défaillance de l'un des membres du groupement, si le marché est attribué à un groupement conjoint, celui-ci devra assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du marché.

17. Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

18. Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés mentionnés dans le présent document.

Critère d'attribution	Sous critère	Note	Pondération
C1 : La valeur technique et note méthodologique	<u>Les compétences de l'équipe</u>		60%
	Le candidat justifie des compétences (programmeur, cuisinier, économiste, ingénieur DD et directeur de projet...) par la mise à disposition de CV, de références d'expérience similaire.	/20	
	<u>L'organisation du titulaire</u>		
	La présentation du programme de travail, méthodologie et répartition des rôles et des tâches, mise en cohérence du nombre d'heures /phase.	/40	
	<u>Proposition d'un calendrier d'opération et des délais des études</u>	/20	
	<u>Notes Qualité environnementale du programme et la maintenance</u>	/20	
C2 : Le prix des prestations ;	<u>Offre moins disante x 100</u> Offre du candidat	/100	40 %

Note Globale = (40% C1 + 60 % C2)

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires. Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

19. Analyse des candidatures et des offres

19.1. Analyse et sélection des candidatures

Sur la base des articles R2143-2 et suivants et des articles R2144-1 et suivants du code de la commande publique et après avoir fourni les documents demandés à l'appui de la candidature le pouvoir adjudicateur juge la capacité économique et financière et la capacité technique et professionnelle du candidat à exécuter les prestations.

Lors de l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai déterminé.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières à exécuter les prestations.

19.2. Analyse des offres

L'analyse et le jugement des offres seront effectués conformément aux articles L2152-1 à L2152-9 et aux articles R2152-1 à R2152-13 du code de la commande publique.

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu et ce conformément à l'article R2152-13 du code de la commande publique faire une mise au point si les modifications demandées ne remettent pas en cause l'économie du marché et ne sont pas de nature à modifier substantiellement le marché.

Sur la base de ces critères, l'acheteur public, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

20. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

21. Cohérence de l'offre

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

22. Offre anormalement basse

Si le pouvoir adjudicateur estime qu'une offre est anormalement basse, il appliquera les articles

L2152-5 et suivants et R2152-3 et suivants du Code de la Commande Publique

L'opérateur économique devra fournir des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si après vérification des justificatifs fournis par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette dans les conditions fixées aux articles cités ci-dessus.

23. Phase de négociation

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres.

Après réception et examen des offres, une phase de négociation pourra être engagée avec tous les candidats ou les candidats dont les offres seront jugées économiquement les plus avantageuses (au moins 3 candidats) toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

Les offres irrégulières ou inacceptables seront admises à la négociation. Néanmoins, les offres irrégulières ou inacceptables ne pourront être retenues que si elles deviennent régulières ou acceptables suite aux négociations. A l'issue de la ou des négociations, un classement sera effectué.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Les négociations pourront porter sur le prix et l'offre technique des candidats, sur tous les critères. Celle-ci se fera de manière dématérialisée via le site de l'acheteur ou à défaut par courriel.

Un délai sera laissé aux candidats pour répondre. Ce délai sera apprécié en fonction de la technicité des éléments demandés.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par

24. Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

25. Retrait des pièces du marchés et forme des dépôts des offres

25.1. Retrait des pièces du marché

Les documents de la consultation sont téléchargeables gratuitement sur le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-securises.fr>.

25.2. Les formes de dépôts autorisées

La procédure est totalement dématérialisée. La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

La transmission des offres en format papier n'est pas autorisée.

26. Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

Les candidatures ou offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- **Par transmission électronique**
- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

27. Conditions d'envoi par transmission électronique

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-securises.fr>.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Prescriptions relatives aux fichiers informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par l'acheteur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".docx", ".xlsx", ".pptx".

Règles de nommage des fichiers dans le cadre de la réponse du candidat

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégé du candidat et l'éventuel numéro du lot concerné. La dénomination des documents de votre candidature et de votre offre est importante : elle doit être la plus simple possible pour permettre à l'acheteur d'identifier le fichier sans devoir l'ouvrir.

28. Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). La production d'un document d'habilitation, signé de façon électronique par chaque membre du groupement, sera exigé du seul attributaire.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES.

La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

29. Re-matérialisation des documents électroniques avant attribution

Les candidats, ayant remis un pli par voie électronique, sont informés de la re-matérialisation de l'offre en document papier, préalablement à la conclusion du marché avec l'attributaire. Le candidat sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

30. Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : CD-Rom, DVD-ROM, clé USB.

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

31. Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..), sont opérés par voie électronique au moyen du profil d'acheteur ou à défaut par courriel.

32. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur **au plus tard avant 10 jours avant la date limite de remise des offres.**

Une réponse sera alors adressée au **plus tard 6 jours** avant la date fixée pour la réception des offres.

33. Infirmité

En cas d'infirmité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

34. Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

35. Instance chargée des recours

Le tribunal compétent en cas de litige est :

- Tribunal Administratif de Mamoudzou

Service pour renseignements sur recours

Greffe du Tribunal Administratif de Mamoudzou

Les hauts du Jardin de Collège

Rue de l'Internat

97600 MAMOUDZOU

Tél. : 0269611856

Fax : 0269611862

Courriel : greffe.ta-mayotte@juradmi.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://mayotte.tribunal-administratif.fr>